



Observatoire des politiques publiques :

Les Français et la protection sociale

Sondage Ifop pour Acteurs Publics

Contact Ifop :

Damien Philippot

Directeur des Etudes Politiques

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

damien.philippot@ifop.com

Septembre 2014

acteurspublics
www.acteurspublics.com

1 | La méthodologie



Etude réalisée par l'Ifop pour Acteurs Publics

Echantillon	Méthodologie	Mode de recueil
 L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 949 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.	 La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.	 Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 11 au 15 septembre 2014.

2 | Les résultats de l'étude



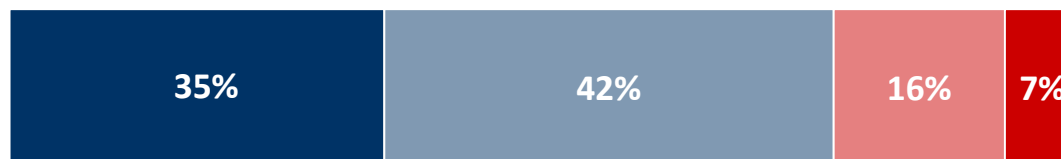
QUESTION : Pour chacune des propositions suivantes concernant le modèle social français (sécurité sociale, retraite, assurance chômage), diriez-vous que vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord ?

Total
« D'ACCORD »

Total
« PAS D'ACCORD »

Il faut le préserver car il fait partie de l'identité de la France

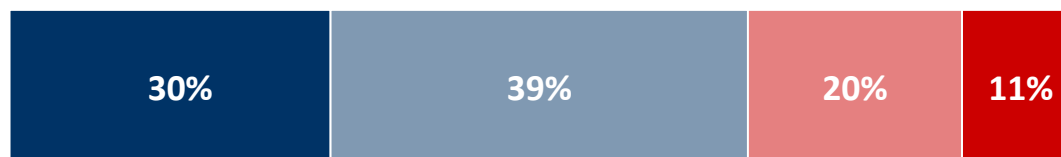
77%



23%

Il faut le réformer, redimensionner, pour le rendre moins coûteux, quitte à réduire les prestations ou le champ de ceux qui en bénéficient

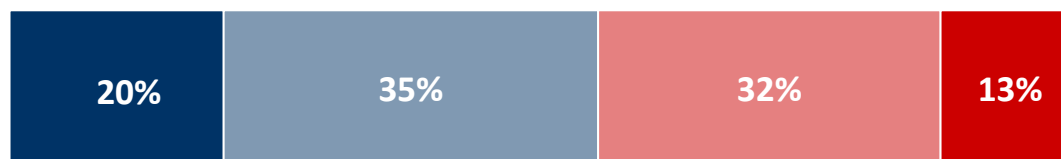
69%



31%

Il est trop coûteux et inefficace

55%

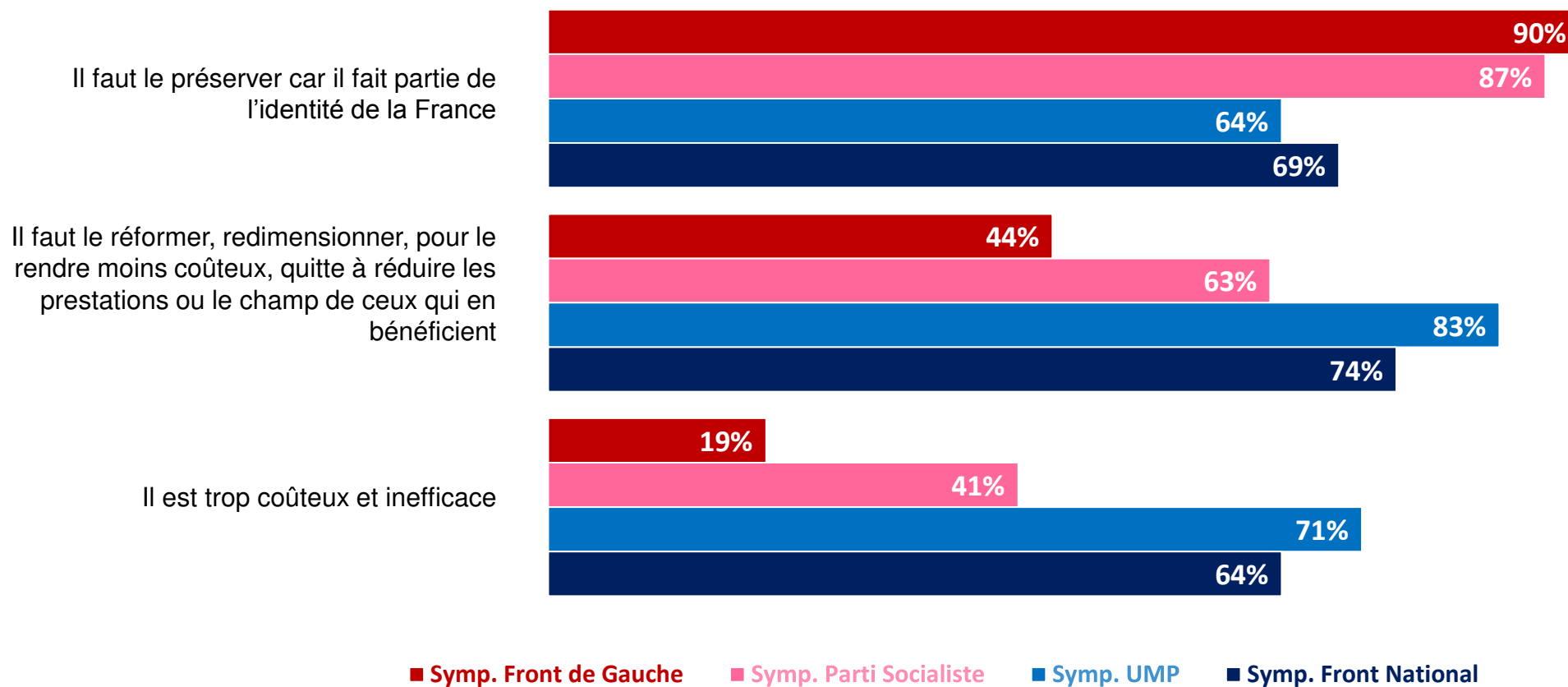


45%

■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord

QUESTION : Pour chacune des propositions suivantes concernant le modèle social français (sécurité sociale, retraite, assurance chômage), diriez-vous que vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout d'accord ?

Total « D'ACCORD »

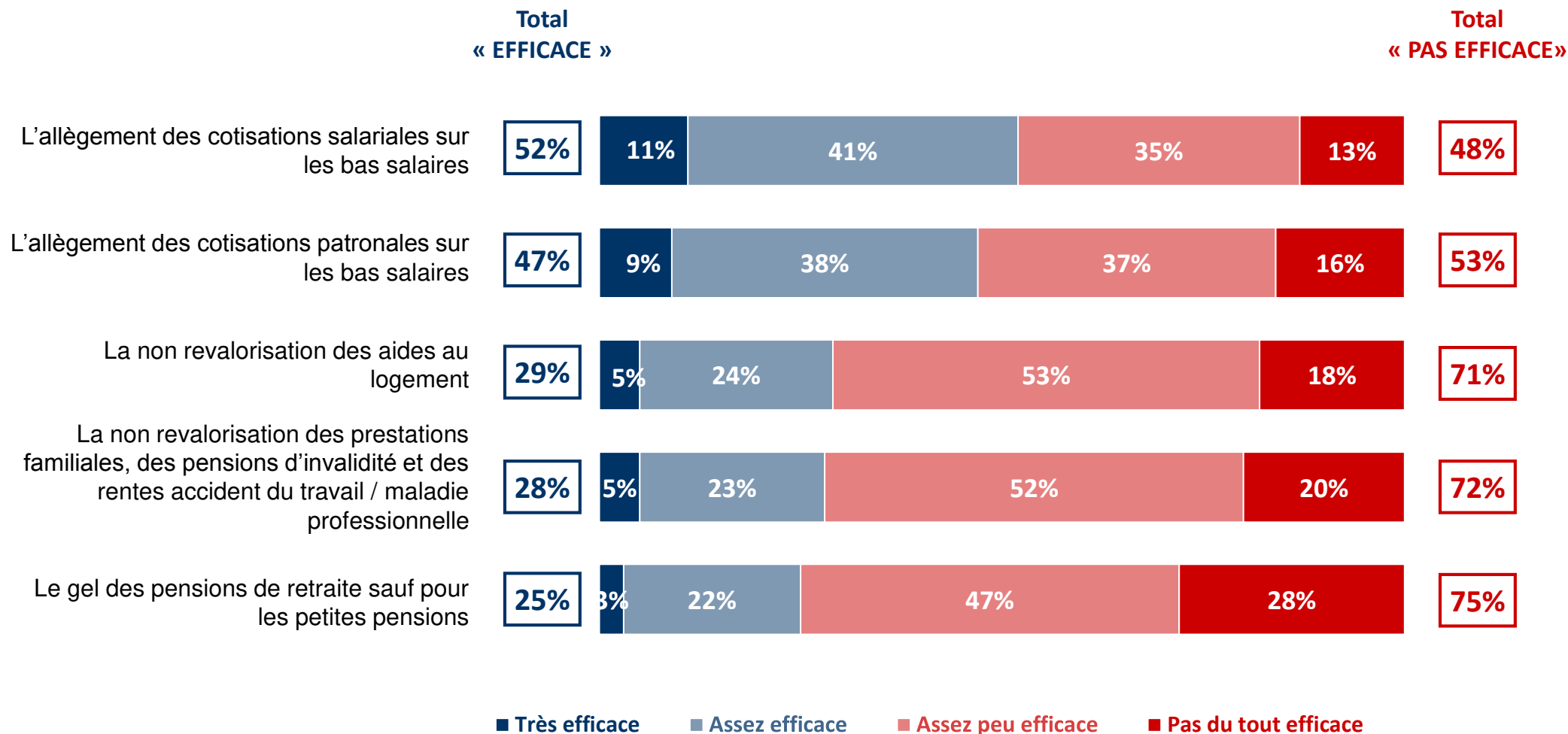


QUESTION : Parmi les raisons suivantes, quelles sont celles qui expliquent le mieux selon vous les difficultés à financer notre modèle social ?



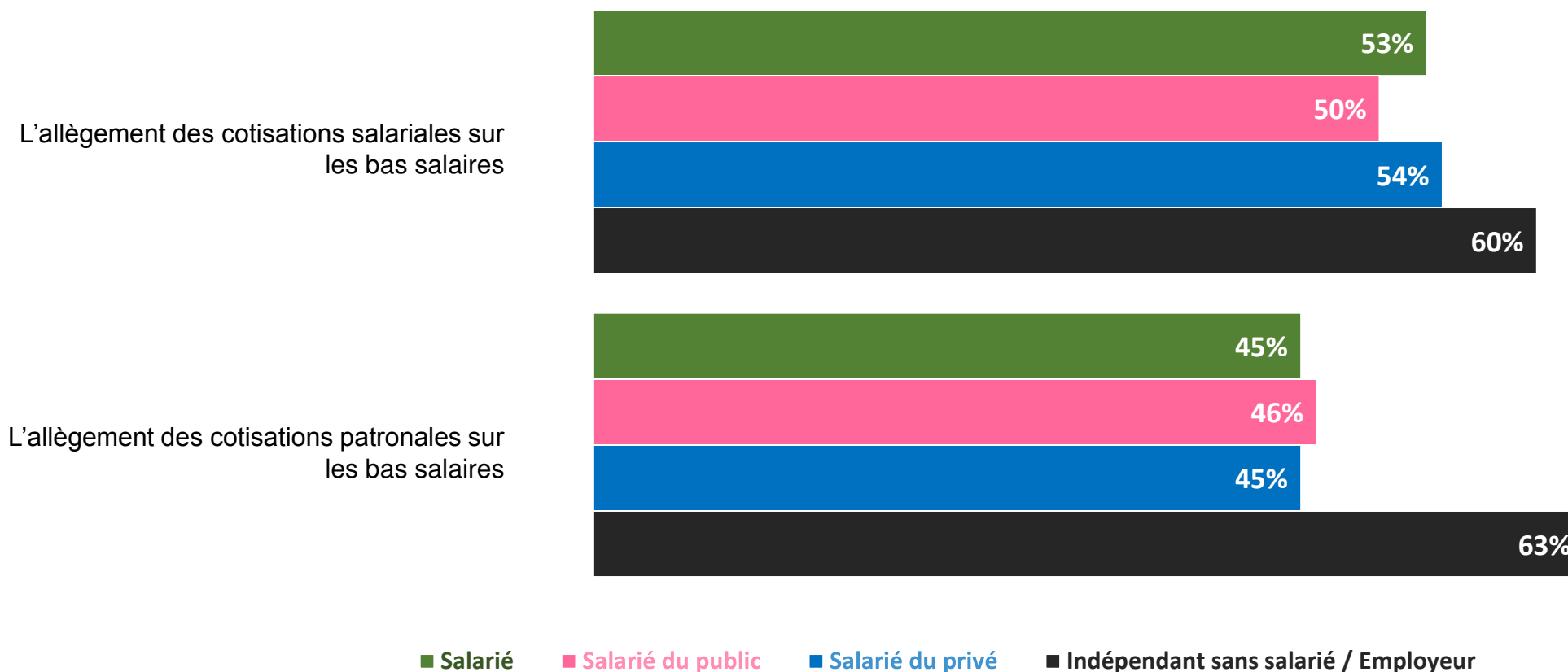
L'efficacité perçue des orientations prises ou envisagées par le gouvernement

QUESTION : Pour chacune des orientations suivantes prises par le gouvernement cet été ou envisagée pour l'année prochaine, diriez-vous qu'elle sera très, assez, assez peu ou pas du tout efficace ?



QUESTION : Pour chacune des orientations suivantes prises par le gouvernement cet été ou envisagée pour l'année prochaine, diriez-vous qu'elle sera très, assez, assez peu ou pas du tout efficace ?

Total « EFFICACE »



QUESTION : Parmi les mesures suivantes, quelle est celle selon vous qu'il faudrait prendre en priorité pour réduire les déficits sociaux en France ?

Remettre en cause le principe d'universalité des prestations maladie et d'allocations familiales (le fait que tout le monde puisse les toucher, quels que soient les revenus)

43%

Réduire le montant des prestations sociales

20%

Trouver de nouveaux modes de financement (TVA sociale)

20%

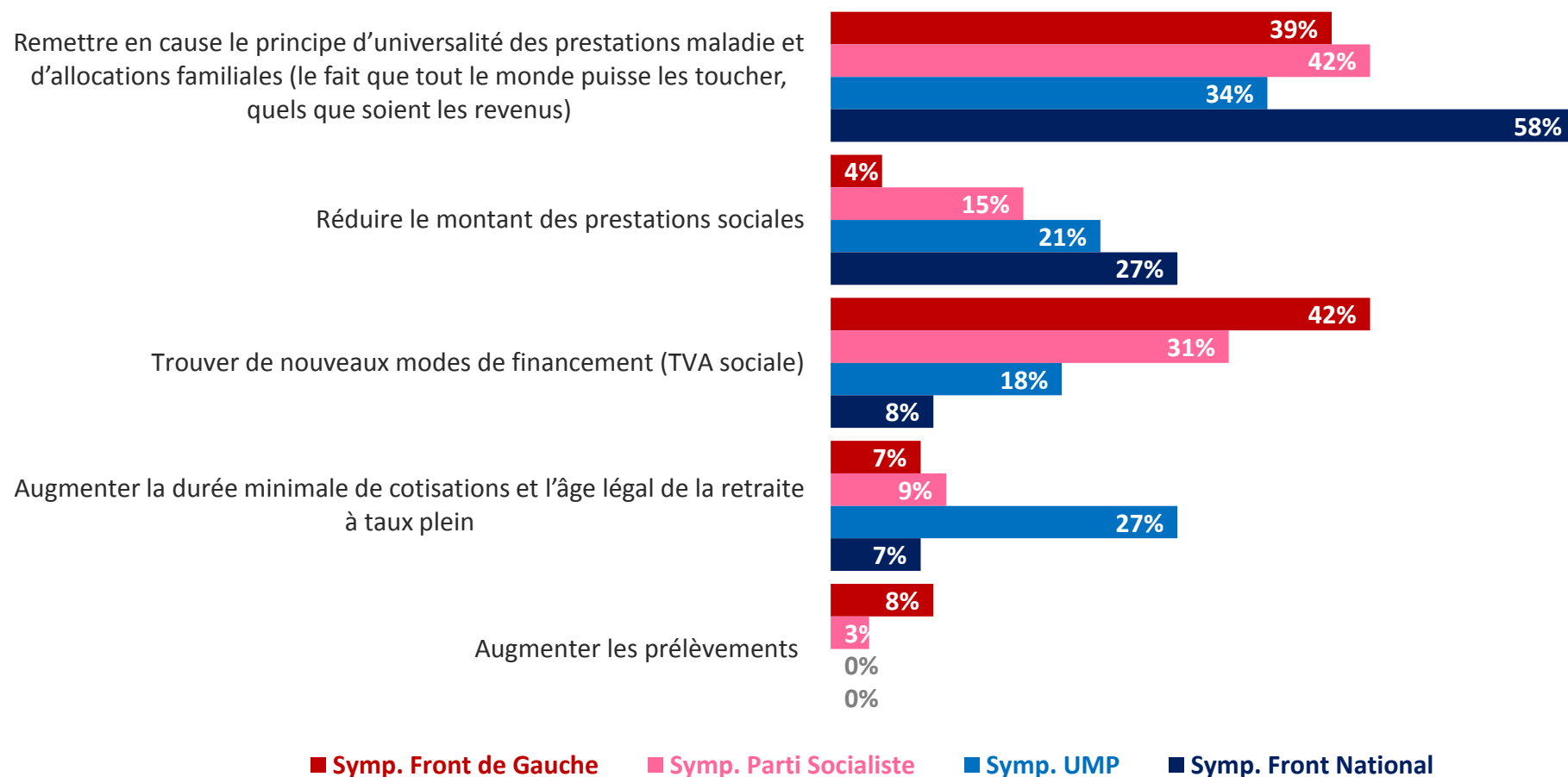
Augmenter la durée minimale de cotisations et l'âge légal de la retraite à taux plein

13%

Augmenter les prélèvements

4%

QUESTION : Parmi les mesures suivantes, quelle est celle selon vous qu'il faudrait prendre en priorité pour réduire les déficits sociaux en France ?



3 | Les principaux enseignements



Les Français portent sur le modèle français de protection social un jugement ambivalent, qui mêle un attachement réel, le sentiment d'une perte d'efficacité et un souhait de réforme. 77% des interviewés s'accordent d'abord sur la nécessité de le préserver, parce qu'il fait partie de l'identité de la France. Cette opinion transcende les affiliations partisans, quand bien même elle est plus fortement exprimée à gauche de l'échiquier politique. Dans le même temps, une majorité assez nette (55%) estime que le modèle français est devenu coûteux et inefficace ; ce qui invite 69% des répondants à vouloir le réformer, le redimensionner, quitte à réduire les prestations ou le champ de ceux qui en profitent. Sans surprise, les sympathisants de droite sont plus nombreux à réclamer une refonte ; mais des proches de la gauche viennent aussi grossir les rangs des réformateurs.

Interrogés sur les raisons qui expliquent selon eux le mieux les difficultés de financement du modèle social français, les répondants identifient très clairement trois facteurs principaux. Les deux premiers sont en lien direct avec l'inefficacité révélée à la question précédente : les gaspillages trop importants (mentionnés par 68% des interviewés) et le manque de contrôle, de lutte contre les fraudes (60%)* . Le troisième élément invoqué (le niveau élevé du chômage, 52% de citations) ressortit davantage à une explication plus macroéconomique des déficits sociaux et échappe à la logique gestionnaire des deux premiers ; il s'agit d'une explication privilégiée par les sympathisants de gauche. Les autres facteurs sont évoqués par une faible part des personnes interrogées, mais on retiendra que le quart d'entre elles pointent l'universalité des prestations maladie et famille comme cause du problème de financement. Il est enfin frappant de constater que la trop faible place faite au secteur privé n'est avancée que par 6% des répondants, à peine plus parmi les proches de la droite.

Signe d'une opinion particulièrement dubitative à l'égard de toute initiative gouvernementale, les mesures mises en place ou envisagées par l'exécutif ne trouvent grâce, au mieux, qu'à une petite moitié de l'échantillon. Il en va ainsi de l'allègement des cotisations salariales sur les bas salaires, jugées efficaces par 52% des interviewés, et de celui des cotisations patronales, sur ces mêmes bas salaires (47%). Pour le reste, qu'il s'agisse de la non revalorisation des prestations logement, famille ou du gel des pensions de retraite, un quart seulement environ des sondés considèrent qu'elles sont efficaces.

** L'enquête a été réalisée avant la parution du rapport de la Cour des comptes sur la fraude sociale.*

Le même refus d'une refonte du modèle social par l'abaissement du niveau des allocations opère quand il s'agit de réfléchir à des pistes de réforme, en vue d'une réduction des déficits sociaux. 20% seulement des personnes interrogées évoquent en effet cette option. Une part tout aussi minoritaire envisage une diversification des sources de financement (20%) et l'idée d'une augmentation des prélèvements est quant à elle parfaitement rejetée (4%). C'est surtout la remise en cause de l'universalité des prestations famille et maladie que les interviewés retiennent (40%).

La protection sociale semble tenir une place de choix dans le cœur des Français : ils disent leur attachement au modèle français et leur souhait de ne pas baisser le niveau des prestations que celui-ci permet. Conscients de sa fragilité financière, ils sont sceptiques quant aux options choisies par le gouvernement pour réduire les déficits. Soucieux de ne pas accroître les prélèvements obligatoires, ils envisagent plus facilement une remise en cause de l'un des piliers de la protection sociale française, à savoir le principe de l'universalité des prestations maladie et famille.

Damien Philippot

Directeur des études politiques au Département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop